

Bilans consolidés

*(Chiffres non vérifiés)**(montants en millions de dollars canadiens)*Au 31 décembre
2008Au 31 mars
2008**Actif***Actif à court terme*

Trésorerie et équivalents de trésorerie	197,8	\$	255,7	\$
Comptes débiteurs (note 6)	331,0		255,0	
Stocks	354,0		229,9	
Charges payées d'avance	26,1		32,7	
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	33,8		39,0	
Impôts sur les bénéfices futurs	7,9		14,1	
	950,6	\$	826,4	\$
Immobilisations corporelles, montant net	1 250,7		1 046,8	
Impôts sur les bénéfices futurs	82,6		64,3	
Actifs incorporels	76,9		62,0	
Écart d'acquisition	154,2		115,5	
Autres actifs	144,6		138,2	
	2 659,6	\$	2 253,2	\$

Passif et capitaux propres*Passif à court terme*

Comptes créditeurs et charges à payer	564,3	\$	482,7	\$
Acomptes sur contrats	228,6		209,3	
Partie à court terme de la dette à long terme	114,4		27,3	
Impôts sur les bénéfices futurs	14,2		16,8	
	921,5	\$	736,1	\$
Dette à long terme	349,3		352,5	
Gains reportés et autres passifs à long terme	183,9		184,9	
Impôts sur les bénéfices futurs	55,5		31,2	
	1 510,2	\$	1 304,7	\$

Capitaux propres

Capital-actions	428,8	\$	418,9	\$
Surplus d'apport	9,8		8,3	
Bénéfices non répartis	769,7		644,5	
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(58,9)		(123,2)	
	1 149,4	\$	948,5	\$
	2 659,6	\$	2 253,2	\$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des résultats

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Revenus	424,6	\$ 344,8	\$ 1 223,4	\$ 1 057,0
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 12)	78,7	\$ 61,7	\$ 225,5	\$ 181,8
Intérêts débiteurs, montant net (note 5)	5,6	4,8	15,1	12,8
Bénéfice avant impôts	73,1	\$ 56,9	\$ 210,4	\$ 169,0
Charge d'impôts	19,8	16,8	61,2	51,2
Bénéfice des activités poursuivies	53,3	\$ 40,1	\$ 149,2	\$ 117,8
Résultat des activités abandonnées	–	(0,6)	(1,1)	(0,7)
Bénéfice net	53,3	\$ 39,5	\$ 148,1	\$ 117,1
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	0,21	\$ 0,16	\$ 0,59	\$ 0,47
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	0,21	\$ 0,16	\$ 0,58	\$ 0,46
Bénéfice de base et dilué par action	0,21	\$ 0,16	\$ 0,58	\$ 0,46
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	254,9	253,8	254,7	253,2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) ⁽¹⁾	254,9	254,8	255,1	254,4

⁽¹⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

(Chiffres non vérifiés)

Neuf mois terminés le 31 décembre 2008

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée à l'action				
Solde au début de la période	253 969 836	418,9	\$ 8,3	\$ 644,5	\$ (123,2)	\$ 948,5
Options sur actions exercées	857 675	8,4	–	–	–	8,4
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	0,6	(0,6)	–	–	–
Dividendes en actions	86 484	0,9	–	(0,9)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	2,1	–	–	2,1
Bénéfice net	–	–	–	148,1	–	148,1
Dividendes	–	–	–	(22,0)	–	(22,0)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	64,3	64,3
Solde à la fin de la période	254 913 995	428,8	\$ 9,8	\$ 769,7	\$ (58,9)	\$ 1 149,4

(Chiffres non vérifiés)

Neuf mois terminés le 31 décembre 2007

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée à l'action				
Solde au début de la période	251 960 449	401,7	\$ 5,7	\$ 510,2	\$ (87,7)	\$ 829,9
Émissions d'actions	169 851	0,8	–	–	–	0,8
Options sur actions exercées	1 764 995	13,7	–	–	–	13,7
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	2,1	(2,1)	–	–	–
Dividendes en actions	18 305	0,2	–	(0,2)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	2,7	–	–	2,7
Incidence cumulative des nouvelles normes comptables (note 2)	–	–	–	(8,3)	(3,5)	(11,8)
Bénéfice net	–	–	–	117,1	–	117,1
Dividendes	–	–	–	(7,4)	–	(7,4)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	(79,4)	(79,4)
Solde à la fin de la période	253 913 600	418,5	\$ 6,3	\$ 611,4	\$ (170,6)	\$ 865,6

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	2008	31 décembre 2007	2008	31 décembre 2007
Bénéfice net	53,3	\$ 39,5	\$ 148,1	\$ 117,1
Autres éléments du résultat étendu, nets d'impôts :				
Ajustement pour conversion de change				
Gains (pertes) de change net(te)s sur la conversion des états financiers des filiales étrangères autonomes	122,4	\$ (3,3)	\$ 95,3	\$ (113,9)
Gains (pertes) de change net(te)s sur certaines dettes à long terme libellées en devises et désignées à titre de couvertures de l'investissement net des filiales étrangères autonomes	(5,4)	2,4	(6,5)	17,0
Reclassement aux résultats	(1,9)	–	(1,9)	–
Ajustement d'impôts	(0,2)	(0,3)	(0,3)	0,6
	114,9	\$ (1,2)	\$ 86,6	\$ (96,3)
Variations nettes dans la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette des gains (pertes) sur produits dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(49,1)	\$ 4,5	\$ (37,3)	\$ 43,8
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	12,2	(8,2)	4,6	(18,9)
Ajustement d'impôts	11,7	1,3	10,4	(8,0)
	(25,2)	\$ (2,4)	\$ (22,3)	\$ 16,9
Total des autres éléments du résultat étendu	89,7	\$ (3,6)	\$ 64,3	\$ (79,4)
Résultat étendu	143,0	\$ 35,9	\$ 212,4	\$ 37,7

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Au 31 décembre 2008</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Ajustement pour conversion de change	Couverture des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(122,8)	\$ (0,4)	\$ (123,2)
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des gains (pertes)	88,8	(37,3)	51,5
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	(1,9)	4,6	2,7
Ajustement d'impôts	(0,3)	10,4	10,1
Total des autres éléments du résultat étendu	86,6	\$ (22,3)	\$ 64,3
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(36,2)	\$ (22,7)	\$ (58,9)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	2008	31 décembre 2007	2008	31 décembre 2007
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	53,3	\$ 39,5	\$ 148,1	\$ 117,1
Résultats des activités abandonnées	–	0,6	1,1	0,7
Bénéfice des activités poursuivies	53,3	40,1	149,2	117,8
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement	20,0	15,3	53,0	45,5
Amortissement des frais de financement	0,2	0,1	0,6	0,6
Amortissement et perte de valeur des actifs incorporels et d'autres actifs	4,6	4,2	13,0	12,7
Impôts sur les bénéfices futurs	2,4	20,0	15,6	30,1
Crédits d'impôt à l'investissement	1,3	2,3	10,6	9,8
Régimes de rémunération à base d'actions	(8,9)	1,4	(15,5)	0,3
Avantages sociaux futurs, montant net	(0,2)	(0,1)	0,2	(0,3)
Autres	(8,1)	1,4	(12,4)	2,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 7)	29,0	(23,7)	(90,0)	(88,9)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	93,6	61,0	124,3	130,0
Activités d'investissement				
Acquisition d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis) (note 3)	(0,4)	–	(39,1)	(40,7)
Dépenses en immobilisations	(51,9)	(21,1)	(140,9)	(141,2)
Frais de développement reportés	(3,3)	(4,2)	(7,4)	(13,9)
Frais de pré-exploitation reportés	(1,4)	(0,5)	(2,3)	(0,9)
Autres	(1,0)	(0,9)	(3,0)	(4,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(58,0)	(26,7)	(192,7)	(201,0)
Activités de financement				
Emprunt net aux termes de facilités de crédit non garanties renouvelables	–	15,0	–	30,0
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction et du rajustement de base de calcul de la dette	16,6	15,7	39,1	125,1
Remboursement de la dette à long terme	(8,6)	(4,5)	(22,7)	(20,9)
Dividendes versés	(7,4)	(2,5)	(22,0)	(7,4)
Émissions d'actions ordinaires	–	0,2	8,4	13,7
Autres	(7,8)	(1,3)	(9,1)	(5,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(7,2)	22,6	(6,3)	134,7
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	19,6	(0,2)	16,8	(12,9)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	48,0	56,7	(57,9)	50,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	149,8	144,3	255,7	150,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	197,8	\$ 201,0	\$ 197,8	\$ 201,0

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiés)

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. (la Société) conçoit, fabrique et fournit de l'équipement et des services de simulation, et met au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires et les aviateurs. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote en formation soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- (i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- (ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- (iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- (iv) Formation et services associés – Militaire : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

Caractères saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes : automatiquement, les phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale se répercutent sur son activité. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction de CAE (la direction) fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les renseignements à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. La direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, à la dépréciation d'actifs à long terme, à la juste valeur de certains instruments financiers, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, d'après la connaissance que la direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et d'importantes modifications des estimations ou des hypothèses pourraient entraîner une baisse de valeur de certains actifs.

Principes comptables généralement reconnus et présentation des états financiers

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés, à tous égards importants, conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada tels qu'ils sont établis par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA).

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux états financiers intermédiaires et, sauf mention, selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2008, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes comptables décrites dans la note 2.

Ces états financiers consolidés ne donnent cependant pas tous les renseignements que doivent fournir les états financiers consolidés annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, que l'on peut consulter sur le Web à l'adresse www.sedar.com, sur le site www.sec.gov, et sur le site de la Société, www.cae.com. La direction estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants survenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers consolidés intermédiaires sont à lire à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers consolidés.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dans lesquelles elle détient une participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est la principale bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à la Société de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation. Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles la Société exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à leur juste valeur, sauf si le cours du marché n'est pas facile à déterminer.

NOTE 2 – CHANGEMENTS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Changements survenus au cours de l'exercice 2009

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*. Selon le chapitre 3862, une entité est tenue de fournir l'information qui permettra aux lecteurs d'évaluer l'importance d'un instrument financier au regard de la situation financière et du rendement de l'entité, d'évaluer la nature et la portée des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée durant la période à l'étude et en date du bilan consolidé, et d'évaluer la manière dont l'entité gère ces risques.

Le chapitre 3863 établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il traite du classement des instruments financiers, par leur émetteur, dans les passifs ou dans les capitaux propres, du classement des intérêts, dividendes, gains et pertes correspondants, et des circonstances dans lesquelles on opère compensation entre des actifs financiers et des passifs financiers.

L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur le classement et la mesure des instruments financiers de la Société. Les nouveaux renseignements à fournir conformément aux normes adoptées sont inclus dans la note 11.

Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA, *Informations à fournir concernant le capital*, qui établit des lignes directrices sur l'information qu'une entité doit fournir concernant la composition et la gestion de son capital. Cette norme impose de divulguer les objectifs, les politiques et les procédés de gestion du capital, de fournir des données quantitatives sur ce que l'entité considère comme du capital, de dire si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise, et de divulguer les conséquences de toute non-conformité. Les nouvelles divulgations sont incluses dans la note 10.

Stocks

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté le chapitre 3031 du Manuel de l'ICCA, *Stocks*, qui remplace le chapitre 3030 portant le même titre. Ce nouveau chapitre exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et prévoit la reprise des dépréciations antérieures dans certains cas. Il fournit des indications plus détaillées sur la détermination du coût, y compris sur l'imputation des frais généraux, et réduit le nombre de méthodes permises pour la détermination du coût passé en charges. Il élargit également les obligations d'information. Aucun ajustement aux états financiers consolidés n'a été nécessaire à la suite de l'adoption de cette nouvelle norme.

Le montant des stocks, compte non tenu des contrats à long terme, comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés) (en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008		Neuf mois terminés le 31 décembre 2008	
Travaux en cours	21,1	\$	51,5	\$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	14,1		48,8	
	35,2	\$	100,3	\$

La valeur comptable des stocks donnés en garantie d'emprunts s'élevait à 2,6 millions \$ au 31 décembre 2008.

Changements survenus au cours de l'exercice 2008**Modifications comptables**

Le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1506 du Manuel de l'ICCA intitulé *Modifications comptables*. Ce chapitre établit les critères de changement des méthodes comptables ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relativement aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs. L'application de cette norme révisée n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Instruments financiers et relations de couverture

Le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1530, *Résultat étendu*, le chapitre 3855, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, *Couvertures*, du Manuel de l'ICCA. Ces normes ont fourni des recommandations quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers, et ont décrit quand et comment la comptabilité de couverture peut être appliquée.

L'adoption par la Société de ces nouvelles normes sur les instruments financiers a entraîné des modifications dans la comptabilisation des instruments financiers et des couvertures, dont l'effet est présenté selon le cas comme un ajustement transitoire au 1^{er} avril 2007, au montant d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu. Ces normes ont été appliquées sans retraitement des périodes préalables, avec l'exception de l'écart de conversion cumulé, maintenant présenté au cumul des autres éléments du résultat étendu. Tous les autres ajustements transitoires découlant de l'application de ces normes ont eu pour résultat une diminution des bénéfices non répartis, nets d'impôts, de 8,3 millions \$ et une diminution de 3,5 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu au 1^{er} avril 2007, tel que le décrit la note 2 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2008.

NOTE 3 – ACQUISITIONS D'ENTREPRISES**Sabena Flight Academy**

En juin 2008, la Société a fait l'acquisition de la Sabena Flight Academy (Sabena) pour une contrepartie de 67,2 millions \$, frais d'acquisition compris, principalement sous forme de trésorerie et de la prise en charge de la dette. Sabena propose la formation des stagiaires, la formation évoluée et la consultation dans le domaine de l'aéronautique aux compagnies aériennes et aux candidats pilotes indépendants. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 6,3 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Academia Aeronautica De Evora S.A.

En juillet 2008, la Société a porté sa participation dans l'Academia Aeronautica De Evora S.A. à 90 % pour une contrepartie autre qu'en espèces.

Kestrel Technologies Pte Ltd.

En octobre 2008, la Société a acquis Kestrel Technologies Pte. Ltd. (Kestrel) pour une contrepartie de 0,5 million \$, frais d'acquisition compris, sous forme de trésorerie. Kestrel fournit des services professionnels et de consultation, et des services de soutien technique et de maintenance de simulateurs. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 0,5 million \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Flightscape Inc.

Au cours du trimestre, la Société a comptabilisé un prix d'achat supplémentaire de 3,0 millions \$ qui doit être payé au quatrième trimestre de l'exercice 2009 et fait passer de 12,0 millions \$ à 1,0 million \$ la contrepartie supplémentaire éventuelle liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire. Ce prix d'achat supplémentaire a été considéré comme un écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de ces opérations n'est pas déductible aux fins fiscales et s'élève à 23,0 millions \$. En outre, des actifs incorporels au titre de relation client de 10,8 millions \$ et un actif incorporel au titre de l'appellation commerciale de 0,1 million \$ ont été constatés dans le cadre de ces opérations. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans les résultats consolidés de la Société à partir de la date respective de chacune des acquisitions. L'actif net de ces acquisitions est pris en compte dans le secteur Formation et services associés – Civil.

xwave

En août 2008, la Société a signé une convention d'achat d'actifs en vue d'acquérir la division Défense, sécurité et aérospatiale de Bell Aliant, qui est actuellement exploitée par sa division xwave, pour environ 15,1 millions \$. Ce montant ne comprend pas la contrepartie conditionnelle de 11,0 millions \$ qui pourrait devoir être payée si certaines conditions sont réunies pour porter le prix total d'acquisition potentiel à 26,1 millions \$. Au 31 décembre 2008, l'opération n'était pas encore finalisée et la Société n'avait pas consolidé xwave. Cette opération est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris certaines approbations gouvernementales qui n'ont toujours pas été reçues et que les parties tentent actuellement d'obtenir. L'opération devrait être conclue durant les six premiers mois de l'année 2009.

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les bilans consolidés ainsi que les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie de la Société tiennent compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations dans des coentreprises, soit celles de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH, de 50 % dans Emirates-CAE Flight Training, de 49 % dans Embraer CAE Training Services LLC (depuis l'exercice 2008), de 50 % dans HATSOFF Helicopter Training Private Limited (depuis l'exercice 2008), de 51 % dans National Flying Training Institute Private Limited (depuis l'exercice 2009), et de 50 % dans le centre de formation CAE de Bangalore (depuis l'exercice 2009).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société s'établit comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2008	Au 31 mars 2008
Actif		
Actif à court terme	54,1 \$	33,8 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long terme	233,8	163,1
Passif		
Passif à court terme	41,9	22,9
Dette à long terme (y compris la partie à court terme)	111,6	75,9
Gains reportés et autres passifs à long terme	0,5	–

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Résultats				
Revenus	21,8 \$	12,1 \$	59,3 \$	40,8 \$
Bénéfice net	3,7	3,1	11,6	8,3
Résultat d'exploitation sectoriel				
Produits de simulation – Militaire	0,7	0,3	2,4	1,1
Formation et services associés – Civil	3,2	3,6	10,9	9,2
Formation et services associés – Militaire	(0,2)	(0,3)	(0,6)	(0,4)

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation	13,9 \$	(1,9) \$	31,4 \$	12,8 \$
Activités d'investissement	(14,0)	(4,8)	(33,1)	(16,1)
Activités de financement	13,7	1,6	26,2	15,0

NOTE 5 – INTÉRÊTS DÉBITEURS, MONTANT NET

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	7,3 \$	6,6 \$	20,4 \$	17,5 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	0,9	0,7	2,5	1,9
Intérêts capitalisés	(1,7)	(1,3)	(4,5)	(3,4)
Intérêts sur la dette à long terme	6,5 \$	6,0 \$	18,4 \$	16,0 \$
Intérêts créditeurs	(0,6) \$	(0,7) \$	(2,0) \$	(2,3) \$
Autres intérêts créditeurs, montant net	(0,3)	(0,5)	(1,3)	(0,9)
Intérêts créditeurs, montant net	(0,9) \$	(1,2) \$	(3,3) \$	(3,2) \$
Intérêts débiteurs, montant net	5,6 \$	4,8 \$	15,1 \$	12,8 \$

NOTE 6 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés au bilan consolidé déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs, comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2008	Au 31 mars 2008
Comptes clients en souffrance		
1-30 jours	32,6 \$	38,0 \$
31-60 jours	16,1	10,7
61-90 jours	8,1	6,3
Plus de 90 jours	32,2	20,6
Total	89,0 \$	75,6 \$
Provision pour créances douteuses	(8,2) \$	(7,4) \$
Comptes clients courants	128,4	81,2
Comptes débiteurs non facturés	50,7	48,5
Actifs d'instruments dérivés	32,5	17,2
Autres comptes débiteurs	38,6	39,9
Total des comptes débiteurs	331,0 \$	255,0 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses au 31 décembre 2008 :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008	Neuf mois terminés le 31 décembre 2008
Solde au début de la période	(11,0) \$	(7,4) \$
Ajouts	(0,3)	(8,1)
Radiations	3,7	7,7
Écart de change	(0,6)	(0,4)
Solde à la fin de la période	(8,2) \$	(8,2) \$

NOTE 7 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :				
Comptes débiteurs	(18,1)	\$ 3,6	\$ (7,0)	\$ (7,6)
Stocks	(3,0)	(15,3)	(98,6)	(9,5)
Charges payées d'avance	0,5	(7,9)	8,4	(7,8)
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	14,0	(8,2)	8,1	(21,1)
Comptes créditeurs et charges à payer	19,1	(23,1)	(9,3)	(70,7)
Acomptes sur contrats	16,5	27,2	8,4	27,8
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	29,0	\$ (23,7)	\$ (90,0)	\$ (88,9)
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie :				
Intérêts payés	6,0	\$ 7,9	\$ 19,5	\$ 19,1
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	1,0	\$ 1,7	\$ 14,7	\$ 22,9
Renseignements supplémentaires sur l'état des résultats :				
Gains (pertes) de change sur instruments financiers comptabilisés en résultat :				
Prêts et créances	7,8	\$ (4,0)	\$ 11,5	\$ (26,4)
Actifs financiers et passifs financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	–	3,0	(0,7)	5,2
Autres passifs financiers	(10,1)	4,4	(13,3)	20,9
Gain (perte) de change	(2,3)	\$ 3,4	\$ (2,5)	\$ (0,3)

Régimes de rémunération à base d'actions

L'incidence nette des swaps sur actions relatifs au RDDVA et au RDLT atténue partiellement les variations du cours de l'action de la Société, lesquelles ont des répercussions sur le coût de ces régimes. L'incidence nette est présentée au poste lié aux régimes de rémunération à base d'actions.

NOTE 8 – PARTAGE DE COÛTS AVEC LE GOUVERNEMENT**Projet Phoenix**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour le projet sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2008	Neuf mois terminés le 31 décembre 2008
Montants à recevoir au début de la période	9,8 \$	24,2 \$
Contributions	19,9	42,0
Paiements reçus	(10,6)	(47,1)
Montants à recevoir à la fin de la période	19,1 \$	19,1 \$

Données globales sur les programmes

Le tableau suivant fournit des renseignements sur les contributions constatées et sur les frais liés aux redevances constatés pour tous les programmes :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Contributions créditées aux coûts capitalisés :				
Projet Phoenix	4,2 \$	5,4 \$	9,9 \$	16,4 \$
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Phoenix	15,7	11,3	32,1	29,4
Total des contributions :				
Projet Phoenix	19,9 \$	16,7 \$	42,0 \$	45,8 \$
Frais liés aux redevances :				
Projet Phoenix	- \$	- \$	- \$	- \$
Programmes antérieurs	2,5	2,2	7,5	6,4

NOTE 9 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût total des prestations constituées pour les périodes terminées les 31 décembre se composait des éléments suivants :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Coût des services rendus au cours de la période	2,5 \$	2,1 \$	7,2 \$	6,3 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	3,5	3,2	10,5	9,5
Rendement prévu de l'actif des régimes	(3,4)	(3,2)	(10,0)	(9,4)
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,5	0,5	1,5	1,6
Amortissement du coût des services passés	0,2	0,2	0,4	0,4
Charge de retraite nette	3,3 \$	2,8 \$	9,6 \$	8,4 \$

NOTE 10 – GESTION DU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- (i) Maximiser l'utilisation des emprunts dans le cadre de la gestion du coût du capital de la Société;
- (ii) Maintenir l'endettement de la Société à un niveau lui permettant de conserver sa santé financière et sa cote de crédit pour résister aux variations des cycles économiques;
- (iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société détermine le montant du capital en fonction des risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou utiliser des liquidités pour réduire la dette.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette ajustée sur le capital. Ce ratio correspond à la dette nette ajustée divisée par la somme de la dette nette ajustée et des capitaux propres. La dette nette ajustée représente la somme du total de la dette (figurant au bilan consolidé et comprenant la dette sans recours) et de la valeur actualisée des contrats de location-exploitation (hors bilan) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les capitaux propres comprennent toutes les composantes des capitaux propres, à savoir le capital-actions, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital sera maintenu à un niveau approprié en fonction du cycle économique et de la stratégie de croissance de la Société pour chaque secteur d'activité et sera par conséquent ajusté au fil du temps afin d'assurer l'atteinte des objectifs énoncés ci-dessus. Les ratios s'établissaient comme suit au 31 décembre 2008 et au 31 mars 2008 :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2008	Au 31 mars 2008
Total de la dette	463,7 \$	379,8 \$
Ajouter : valeur actualisée des contrats de location-exploitation (hors bilan)	231,8	200,2
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(197,8)	(255,7)
Dette nette ajustée	497,7 \$	324,3 \$
Capitaux propres	1 149,4 \$	948,5 \$
Ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres	30:70	25:75

L'augmentation du ratio de la dette nette ajustée sur les capitaux propres par rapport à celui au 31 mars 2008 est principalement attribuable à la hausse de la dette nette découlant des liquidités affectées et la prise en charge de la dette liée à l'acquisition de la Sabena Flight Academy, à d'autres frais généraux de l'entreprise et besoins en fonds de roulement ainsi qu'aux variations de change.

Au premier trimestre de l'exercice 2009, le conseil d'administration a approuvé l'augmentation du dividende trimestriel par action, qui est passé de 0,01 \$ à 0,03 \$.

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 décembre 2008, la Société respecte toutes les clauses restrictives relatives à la préservation du capital.

NOTE 11 – INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS**Instruments financiers**

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

(Chiffres non vérifiés)
Au 31 décembre 2008
(en millions)

	Valeur comptable			Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	
			Total	
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	197,8 \$	– \$	197,8 \$	197,8 \$
Comptes débiteurs ^(a)	–	–	269,5 ^(b)	269,5
Autres actifs ^(a)	11,6 ^(c)	0,8 ^(d)	20,4 ^(e)	32,8
Actifs d'instruments dérivés	14,5 ^(f)	–	–	14,5
	223,9 \$	0,8 \$	289,9 \$	514,6 \$

	Valeur comptable		Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Autres passifs financiers	
		Total	
Passifs financiers			
Comptes créditeurs et charges à payer ^(a)	– \$	422,5 \$ ^(g)	422,5 \$
Total de la dette à long terme	–	463,7	470,7
Gains reportés et autres passifs à long terme ^(a)	–	1,1 ^(h)	1,1
Passifs d'instruments dérivés	16,7 ^(f)	–	16,7
	16,7 \$	887,3 \$	904,0 \$

(a) Ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

(b) Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

(c) Comprend l'encaisse affectée.

(d) Représente la participation de la Société dans CVS Leasing Ltd.

(e) Comprend les comptes débiteurs à long terme.

(f) Comprend les dérivés incorporés comptabilisés distinctement et les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture mais qui sont des couvertures économiques et ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture désignés et efficaces.

(g) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

(h) Comprend les montants à payer à long terme qui répondent à la définition d'un passif financier.

(Chiffres non vérifiés)
 Au 31 mars 2008
 (en millions)

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable	Juste valeur
				Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie					
trésorerie	255,7 \$	– \$	– \$	255,7 \$	255,7 \$
Comptes débiteurs ^(a)	–	–	205,5 ^(b)	205,5	205,5
Autres actifs ^(a)	8,6 ^(c)	0,8 ^(d)	23,0 ^(e)	32,4	32,4
Actifs d'instruments dérivés	12,0 ^(f)	–	–	12,0	12,0
	276,3 \$	0,8 \$	228,5 \$	505,6 \$	505,6 \$

	Détenus à des fins de transaction	Autres passifs financiers	Valeur comptable	Juste valeur
			Total	
Passifs financiers				
Comptes créditeurs et charges à payer ^(a)				
	– \$	\$ 346,9 ^(g)	346,9 \$	346,9 \$
Total de la dette à long terme				
	–	379,8	379,8	389,3
Gains reportés et autres passifs à long terme ^(a)				
	–	0,5 ^(h)	0,5	0,5
Passifs d'instruments dérivés				
	15,5 ^(f)	–	15,5	15,5
	15,5 \$	727,2 \$	742,7 \$	752,2 \$

^(a) Ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

^(b) Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

^(c) Comprend l'encaisse affectée.

^(d) Représente la participation de la Société dans CVS Leasing Ltd.

^(e) Comprend les comptes débiteurs à long terme.

^(f) Comprend les dérivés incorporés comptabilisés distinctement et les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture mais qui sont des couvertures économiques et ne comprend pas les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture désignés et efficaces.

^(g) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

^(h) Comprend les montants à payer à long terme qui répondent à la définition d'un passif financier.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à des fins de transaction. De plus, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis le 31 mars 2008.

Dans le cadre de ses opérations financières, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales, a donné en garantie certains actifs financiers tels que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, ses comptes débiteurs, ses autres actifs et ses actifs d'instruments dérivés. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 75,4 millions \$ au 31 décembre 2008 (70,7 millions \$ au 31 mars 2008).

Gestion des risques financiers

La Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché en raison des instruments financiers qu'elle détient.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes relatives à des instruments financiers qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses actifs d'instruments financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré et surveillé indépendamment par les quatre secteurs, plus particulièrement en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. Les comptes clients sont initialement constatés à la juste valeur, puis au coût après amortissement, déduction faite de la provision pour créances douteuses. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 6). La valeur comptable du compte client est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision et le montant de toute augmentation de la provision est porté en résultat. Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les cotes de crédit sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes sur contrats, acomptes qui ne sont pas remboursables. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les comptes clients de la Société ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais plutôt d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant certains comptes débiteurs à un tiers, sans possibilité de recours. La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'institutions financières importantes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés. Elle réduit ce risque au minimum en concluant des contrats avec des contreparties qui jouissent d'une excellente cote de crédit. Habituellement, des garanties pour les instruments financiers présentant un risque de crédit ne sont pas fournies. La solvabilité des contreparties est régulièrement surveillée.

La valeur comptable présentée dans les tableaux des instruments financiers ci-dessus représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes. De plus, un montant de 25,6 millions \$ (15,6 millions \$ au 31 mars 2008) représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant des éléments exclus du tableau.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse répondre à une demande de liquidité ou honorer ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi constant des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision détaillée de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation appropriée et efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les dettes hors bilan. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations de façon efficiente. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à des facilités de crédit renouvelables non garanties de 400,0 millions \$US et de 100,0 millions €. De plus, elle a conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs d'une valeur pouvant atteindre 50 millions \$. La Société est constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Le tableau ci-dessous présente une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus, à partir de la date du bilan consolidé jusqu'aux dates d'échéance contractuelles. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

(Chiffres non vérifiés) Au 31 décembre 2008 (en millions)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0-12 mois	13-24 mois	25-36 mois	37-48 mois	49-60 mois	Par la suite
Comptes créditeurs et charges à payer ^(a, f)	422,5 \$	422,5 \$	422,5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Contrats de change à terme ^(b)	28,1							
Sorties de fonds		801,4	696,8	70,2	19,0	5,4	10,0	–
Rentrées de fonds		(773,0)	(676,6)	(64,4)	(17,4)	(5,0)	(9,6)	–
Total de la dette à long terme ^(c)	463,7	567,1	145,3	59,1	47,3	100,6	45,7	169,1
Swap de dérivés sur la dette à long terme ^(d)	(4,0)							
Sorties de fonds		83,3	10,3	10,9	11,0	9,6	7,8	33,7
Rentrées de fonds		(86,5)	(9,3)	(10,5)	(11,0)	(9,5)	(8,0)	(38,2)
Autres passifs à long terme ^(e, f)	1,1	1,1	–	0,9	0,2	–	–	–
	911,4 \$	1 015,9 \$	589,0 \$	66,2 \$	49,1 \$	101,1 \$	45,9 \$	164,6 \$

(a) Comprend les comptes créditeurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

(b) Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

(c) Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

(d) Comprend les swaps de taux d'intérêt et les swaps de taux de change qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

(e) Comprend d'autres passifs à long terme.

(f) Exclut les passifs financiers dérivés qui ont été présentés séparément.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse du bénéfice ou de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse du bénéfice ou de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en devises. De plus, les établissements étrangers de CAE sont essentiellement autonomes et utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien (principalement le dollar US, l'euro et la livre sterling). L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement de ses établissements étrangers.

Les secteurs gèrent également le risque de change en concluant des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux opérations en devises et pour modifier la devise de certains postes du bilan. La Société applique la comptabilité de couverture à un grand nombre d'opérations prévues et d'engagements fermes libellés en devises qui sont désignés comme étant des couvertures de flux de trésorerie. Plus particulièrement, la Société conclut des contrats de change à terme et des swaps de devises pour réduire le risque de variation des flux de trésorerie découlant des engagements de vente fermes, des achats prévus et des dettes libellées en devises.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

L'exposition de la Société à une variation de 5 % de ses trois principales devises, ce qui est raisonnablement possible, a une incidence avant impôts de 4,8 millions \$ sur son bénéfice net. L'incidence, avant impôts, sur les autres éléments du résultat étendu est de 28,0 millions \$.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une baisse du bénéfice ou de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de sa dette à long terme à taux fixe. Elle gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation du flux de trésorerie. La Société a également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non garanti, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion adéquate des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le bénéfice net consolidé de la Société et sur les autres éléments de son résultat étendu.

NOTE 12 – SECTEURS D'EXPLOITATION ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant les autres produits (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (désigné « résultat d'exploitation sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur d'exploitation sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les opérations entre secteurs d'exploitation consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil au secteur Formation et services associés – Civil, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs d'exploitation et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et mesurée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trois mois terminés les 31 décembre</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Civil						
Revenus externes	119,3	\$ 103,5	\$ 120,9	\$ 92,8	\$ 240,2	\$ 196,3
Résultat d'exploitation sectoriel	22,8	25,2	21,6	15,5	44,4	40,7
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	1,2	1,2	15,6	11,3	16,8	12,5
– Actifs incorporels et autres actifs	0,4	0,4	2,5	1,2	2,9	1,6
Dépenses en immobilisations	1,9	1,2	39,7	14,1	41,6	15,3
Militaire						
Revenus externes	125,5	\$ 89,6	\$ 58,9	\$ 58,9	\$ 184,4	\$ 148,5
Résultat d'exploitation sectoriel	25,7	11,5	8,6	9,5	34,3	21,0
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	1,6	1,5	1,6	1,3	3,2	2,8
– Actifs incorporels et autres actifs	1,1	1,5	0,6	1,1	1,7	2,6
Dépenses en immobilisations	2,2	1,5	8,1	4,3	10,3	5,8
Total						
Revenus externes	244,8	\$ 193,1	\$ 179,8	\$ 151,7	\$ 424,6	\$ 344,8
Résultat d'exploitation sectoriel	48,5	36,7	30,2	25,0	78,7	61,7
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	2,8	2,7	17,2	12,6	20,0	15,3
– Actifs incorporels et autres actifs	1,5	1,9	3,1	2,3	4,6	4,2
Dépenses en immobilisations	4,1	2,7	47,8	18,4	51,9	21,1

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Neuf mois terminés les 31 décembre</i> <i>(en millions)</i>	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Civil						
Revenus externes	370,2	\$ 328,8	\$ 339,1	\$ 277,6	\$ 709,3	\$ 606,4
Résultat d'exploitation sectoriel	73,6	71,1	61,4	49,7	135,0	120,8
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	3,3	3,5	41,1	33,4	44,4	36,9
– Actifs incorporels et autres actifs	1,4	1,6	6,5	5,7	7,9	7,3
Dépenses en immobilisations	3,9	3,4	116,2	120,2	120,1	123,6
Militaire						
Revenus externes	339,9	\$ 282,2	\$ 174,2	\$ 168,4	\$ 514,1	\$ 450,6
Résultat d'exploitation sectoriel	60,9	37,2	29,6	23,8	90,5	61,0
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	4,4	4,4	4,2	4,2	8,6	8,6
– Actifs incorporels et autres actifs	3,2	3,3	1,9	2,1	5,1	5,4
Dépenses en immobilisations	4,5	5,2	16,3	12,4	20,8	17,6
Total						
Revenus externes	710,1	\$ 611,0	\$ 513,3	\$ 446,0	\$ 1 223,4	\$ 1 057,0
Résultat d'exploitation sectoriel	134,5	108,3	91,0	73,5	225,5	181,8
Amortissements						
– Immobilisations corporelles	7,7	7,9	45,3	37,6	53,0	45,5
– Actifs incorporels et autres actifs	4,6	4,9	8,4	7,8	13,0	12,7
Dépenses en immobilisations	8,4	8,6	132,5	132,6	140,9	141,2

Actif utilisé par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres actifs, à l'exception des liquidités, des impôts sur les bénéfices et des actifs de certaines filiales inactives.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre		Au 31 mars	
	2008		2008	
Produits de simulation – Civil	280,4	\$	208,3	\$
Produits de simulation – Militaire	405,5		302,8	
Formation et services associés – Civil	1 316,5		1 067,6	
Formation et services associés – Militaire	241,5		219,8	
Total de l'actif utilisé	2 243,9	\$	1 798,5	\$
Actif non inclus dans l'actif utilisé	415,7		454,7	
Total de l'actif	2 659,6	\$	2 253,2	\$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Revenus tirés de clients externes				
Canada	23,3	11,7	67,2	78,2
États-Unis	147,2	104,8	416,4	323,7
Royaume-Uni	33,5	23,9	91,3	77,9
Allemagne	66,5	42,8	164,4	118,0
Pays-Bas	19,6	21,0	73,1	80,4
Autres pays d'Europe	37,6	34,4	122,0	111,6
Chine	26,4	25,5	63,5	55,8
Émirats arabes unis	16,5	19,6	44,8	44,0
Autres pays d'Asie	27,9	24,4	82,1	61,0
Australie	11,0	20,0	55,7	57,5
Autres pays	15,1	16,7	42,9	48,9
	424,6	344,8	1 223,4	1 057,0
	\$	\$	\$	\$

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre		Au 31 mars	
	2008		2008	
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels				
Canada	198,1	\$	205,9	\$
États-Unis	404,9		297,2	
Amérique du Sud	70,6		66,1	
Royaume-Uni	155,4		166,3	
Espagne	97,6		95,4	
Allemagne	82,0		67,2	
Belgique	87,7		27,1	
Pays-Bas	131,4		134,0	
Autres pays d'Europe	42,2		34,2	
Émirats arabes unis	80,9		63,6	
Asie	119,2		54,3	
Autres pays	11,8		13,0	
	1 481,8	\$	1 224,3	\$